

Une réponse faible et inappropriée



Le soutien apporté par le Gouvernement aux institutions financières exposées aux fluctuations des marchés internationaux confirme que les banques italiennes ont connu des difficultés depuis le début de la crise financière mondiale. Pour le moment, la pire conséquence de la crise a été la compression du marché des crédits. Dans un pays où 90 % des entreprises sont des PME, la réponse du Gouvernement a été quantitativement et qualitativement insuffisante. Il est nécessaire de mettre en place des politiques différentes qui distribuent les ressources de manière appropriée pour lutter contre la pauvreté et protéger les travailleurs.

Coalition Italienne de Social Watch

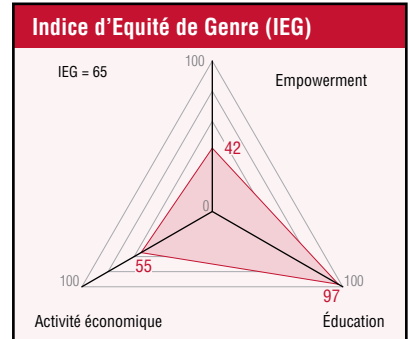
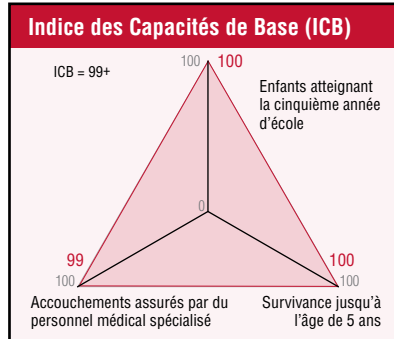
Jason Nardi, Tommaso Rondinella (Lunaria), Elisa Bacciotti (Ucodep), Andrea Baranes (CRBM), Sergio Giovagnoli (ARCI), Giulio Sensi (Mani Tese), Sabina Siniscalchi (FCRE)

Bien que le Gouvernement italien ait essayé d'inspirer confiance en alléguant que le pays ne fera pas seulement que souffrir des conséquences de la crise mais qu'il en sortira renforcé, il existe des preuves incontestables indiquant le contraire. Si le gouvernement n'a pas encore eu à aider les banques, cela ne signifie pas pour autant que les restrictions de crédits n'ont pas affecté les familles et les entreprises. Les chiffres de l'Istat, l'Institut National de la Statistique, démontrent qu'en 2008 le chômage a atteint 7,1 % – une augmentation par rapport aux 6,4 % de l'année précédente – et qu'entre janvier et février 2009, 370.561 travailleurs ont perdu leur emploi ; une augmentation de 46 % si l'on compare avec la même période en 2008.

Quant au secteur industriel, le rapport 2008 de la Confédération Italienne Syndicale des Travailleurs (en italien, CISL) souligne que 900.000 emplois sont en danger¹, alors que les études de la Confédération Générale Italienne du Travail (CGIL) projettent un taux de chômage de 9 % pour fin 2009 et de jusqu'à de 10,1 % pour 2010². Un autre indicateur de l'impact de la crise est que, pour la première fois en Italie, les immigrants connaissent des difficultés à trouver du travail, surtout dans le nord-est. Selon la CGIA (association d'artisans et de petits industriels), en Vénétie, 24 % des chômeurs en janvier 2009 étaient des immigrants n'appartenant pas à l'Union Européenne³.

Les fissures du système financier

Cela fait des mois que les hommes politiques et les agents financiers répètent, pour rassurer les épargnants et les marchés, que les banques italiennes et le système financier sont solides et ne courent pas le risque de faire faillite ou d'échouer. Cependant, à y regarder de plus près, la situation est plus complexe. En 2008, la bourse des valeurs italiennes a perdu 49 % de sa valeur et a maintenu une tendance à la baisse en 2009⁴. Ce sont les



organismes de crédit, représentant presque 30 % de la capitalisation de la bourse des valeurs italiennes, qui ont reçu le coup le plus fort.

Bien que le système financier italien ne se soit pas engagé dans des activités spéculatives comme les États-Unis et la Grande-Bretagne, les banques italiennes poursuivaient des politiques d'expansion énergétique, surtout par le biais de l'achat d'établissements financiers en Europe orientale. Les difficultés rencontrées actuellement ont été confirmées par l'intervention du gouvernement en faveur des principaux groupes bancaires qui sont les plus exposés aux marchés internationaux. Ces dernières années, il s'est produit un transfert constant du système des pensions vers un système administré pas des fonds de pension privés. En raison de la crise financière, 5,9 % de l'épargne gérée par les fonds de pension ont été annulés en 2008. Les fonds d'investissement, qui représentent en général des risques plus importants, ont enregistré des pertes de 8,6 %⁵. Dans la plupart des cas, l'épargne des travailleurs a tout simplement disparu.

La réduction du crédit

Pour le moment, la pire conséquence de la crise financière a été la chute du crédit : de nombreuses banques ont réduit l'accès au crédit de manière significative, surtout pour les petites entreprises qui constituent le secteur le plus important du système de production italien. La situation est aggravée par le fait que beaucoup de banques ont progressivement transféré leurs affaires, leur activité consistant à réunir l'épargne pour le financement d'activités productives, vers des opérations financières : la moitié seulement de leurs re-

venus provient désormais de l'activité de crédit, alors que l'autre moitié est composée de commissions et d'affaires financières.

Les groupes les plus affectés par ces restrictions sont les immigrants, les travailleurs précaires, les jeunes et les autres secteurs de la société qui, avant la crise déjà, n'étaient pas considérés comme faisant partie du marché bancaire. Les familles sont également affectées, ce qui a produit une soudaine augmentation des prêts non bancaires à taux d'intérêt élevés, surtout dans le sud, où les familles surendettées ont augmenté de 69,4 % l'an dernier, alors que le recours à ce type de prêt a augmenté de 48,2 %⁶.

Apparemment, les mesures gouvernementales pour redynamiser le système des prêts n'ont pas eu de succès. Les banques les utilisent aujourd'hui pour augmenter leurs profits et leurs actifs sans élargir le canal des prêts. De la même façon, la réduction des taux d'intérêts par la Banque Centrale Européenne s'est traduite par une augmentation des bénéfices pour les banques italiennes au lieu d'améliorer l'accès au crédit pour leurs clients.

Le transfert des revenus entre travail et bénéfices a été absolument évident. Cette tendance, commune à une grande partie des économies occidentales, s'est traduite par un transfert de 8 points du PIB italien (120.000 millions d'EUR)⁷ des travailleurs vers les bénéfices des entreprises, dérivant en une « financiarisation » progressive de l'économie.

Des réponses gouvernementales

Suite à un bref débat parlementaire, le 29 janvier 2009 il a été voté un « décret anticrise ». Les mesu-

1 Voir : <www.cisl.it/sito.nsf/Documents/130BF9D1BE670162C125751300380E3D/\$File/Industria2008.pdf>.
 2 Voir : <www.ires.it/>.
 3 CGIA. Disponible sur : <www.gazzettino.it/articolo.php?id=49282&sez=REGIONI>.
 4 Voir : <www.borsaitaliana.it/chi-siamo/ufficio-stampa/comunicati-stampa/2008/081230fineanno.htm>.

5 Felice Roberto Pizzuti, sur des données du COVIP. Disponible sur : <www.sbilanciamoci.info/Sezioni/italie/Se-la-bolla-scoppia-sulle-pensioni>.

6 Associazione Contribuenti Italiani. Sportello Antiusura. Voir : <www.contribuenti.it>.

7 Données de AMECO, recueillies à Travagliano (2009).

la période 2007-2008 (d'avril à février) au taux escompté de 2,8 % pour la même période en 2008-2009. Le secteur fondamental de l'infrastructure a progressé à un rythme de 3 % pendant la période 2008-2009 (d'avril à février), contre 5,8 % pendant la même période en 2007-2008¹¹.

De plus, les banques sont en train de réduire les crédits qu'elles accordent. Entre février 2008 et février 2009, le taux de croissance a chuté de façon considérable, passant de 12 % à 7,5 % pour le logement, de 13,2 % à 8,5 % pour les prêts personnels et de 5,9 % à -14,5 % pour les biens d'équipement des ménages¹².

Interventions pour freiner la chute

Suite au sommet du G-20 de novembre 2008 le premier ministre a désigné un groupe, placé sous sa propre présidence, chargé d'élaborer un plan détaillé pour une intervention de l'État appropriée et opportune. Les autres membres de ce groupe étaient le ministre des Finances, le ministre de l'Industrie et du Commerce, le vice-président de la Commission de Planification et le directeur de la Banque de la Réserve de l'Inde (RBI). Les mesures furent regroupées en « séries de programmes de relance » ; la première fut annoncée en décembre 2008 et la seconde en janvier 2009¹³. Parmi les mesures annoncées figuraient des déboursements de 20 milliards d'INR (4,15 milliards d'USD) pour mener à bien des plans essentiels à l'infrastructure rurale et la Sécurité Sociale, une diminution globale de 4 % de la taxe sur la valeur ajoutée centrale (CENVAT en anglais), des mesures spécifiques visant les tarifs douaniers pour des secteurs tels que l'acier et le ciment, ainsi que des exonérations d'impôts et des augmentations des taxes de remboursement d'impôts pour les exportations.

Certaines mesures supplémentaires ont également été adoptées, comme la subvention des taux d'intérêt et des crédits pré et post embarquement pour les exportations employant beaucoup de main d'œuvre ; des facilités pour le refinancement de 40 milliards d'INR (831 millions d'USD), quant au secteur du logement, pour la Banque Nationale du Logement et de 70 milliards d'INR (1,5 milliard d'USD) pour la Banque de Développement de la Petite Industrie de l'Inde quant aux micros, petites et moyennes entreprises, et l'agrément nécessaire pour que l'*India Infrastructure Finance Company Limited* (une compagnie financière pour l'infrastructure) puisse percevoir 100 milliards d'INR (2,1 milliards d'USD) sous forme de bons exonérés d'impôts¹⁴. Le RBI a adopté

aussi quelques mesures monétaires telles que l'abattement du taux d'intérêt de la prise en pension livrée (taux auquel le RBI prête des roupies aux banques de l'Inde) de 9 % en août 2008 à 5 % en janvier 2009, la réduction de la cession temporaire et la réduction du coefficient de trésorerie obligatoire de 9 % en août 2008 à 5 % depuis janvier 2009¹⁵.

Cependant, il existe certains problèmes de base en ce qui concerne la nature, la direction et les effets escomptés de ces séries de programmes. Entre autres, il s'avère que les engagements de prêts sont totalement insuffisants si l'on tient compte du fait que la subvention totale de la relance de 311 milliards INR (6,5 milliards d'USD) constitue à peine 0,8 % du PIB. Qui plus est, il existe une certaine ambiguïté sur les secteurs qui bénéficieront d'un déboursement de prêt supplémentaire de 200 milliards INR (4,2 milliards d'USD). Un retard de presque huit mois s'est déjà produit dans les déboursements effectués. L'ajout de fonds supplémentaires à un tel arriéré rend les déboursements difficilement opportuns¹⁶.

Les allocations budgétaires centrales pour le développement ont chuté de 7,5 % pendant la période 2002-2003 à 6,0 % pendant la période 2007-2008 en application des normes de la Loi de Responsabilité Fiscale et de Gestion du Budget. L'allocation budgétaire pour le développement pour 2008-2009 représente environ 6,8 % du PIB ; si un contrecoup général se faisait sentir, cette allocation devra être augmentée au moins jusqu'à un seuil minimal de 7,5 %, ce qui veut dire que « les déboursements supplémentaires doivent atteindre environ 400 milliards INR (8,3 milliards d'USD) au lieu de 200 milliards INR (4,1 milliards d'USD) »¹⁷.

Cette baisse de 4 % du CENVAT ne pourra donc être appliquée que sur les produits dont les taxes douanières dépassent 4 %, ce qui implique un encouragement de la demande de la consommation de biens d'équipement des ménages et des biens de luxe, surtout. On a signalé notamment que cela « ne provoquera d'impact sur le soutien porté à l'activité économique que si les producteurs répondent par une baisse des prix et si ces réductions génèrent des réponses à la demande »¹⁸. Cela ne semble pas fonctionner ainsi. Par exemple dans l'industrie de l'aviation la diminution des prix de combustible ne s'est pas traduite par la réduction des prix à la consommation escomptée.

On a insisté maintes fois sur la nécessité de mettre en place un programme d'investissement

public en masse destiné à l'infrastructure sociale et économique, favorisant la création d'emplois et relançant la demande interne.

La disparition d'emplois et le défi pour la Sécurité sociale.

La disparition d'emplois dans de nombreux secteurs-clé suppose un défi important pour une politique de sécurité sociale qui n'était déjà guère ambitieuse. Un sondage sur un échantillon d'industries liées à l'exportation effectué par le Département du Commerce révèle la perte de 109.513 emplois pendant la période allant d'août 2008 à janvier de 2009. Le Ministère du Travail a effectué un sondage similaire parmi des secteurs importants tel que celui des industries automobile, manufacturière, minière, textile, métallurgique et celui des pierres précieuses et de la bijouterie, qui conjointement contribuent pour plus de 60 % au PIB en 2007-2008. Le sondage a révélé que 500.000 travailleurs environ ont perdu leur emploi entre octobre et décembre 2008.

Cette situation constitue un défi important pour la sécurité sociale étant donné que sur les 457,5 millions de travailleurs formant l'effectif total, 422,6 millions entrent dans la catégorie des non organisés ou non protégés. Parmi ceux-ci, 393,5 millions font partie du secteur non structuré et à peine 29,2 millions appartiennent au secteur structuré. Environ 38 % de l'effectif des travailleurs non protégés sont des femmes¹⁹.

Conclusions

Les habitants de l'Inde ont démontré leur confiance en votant pour un deuxième mandat de l'Alliance Unie pour le Progrès. Cependant, le défi pour le Gouvernement actuel est de réussir à trouver un équilibre prudent entre l'accomplissement de ses projets de réforme économique en cours et le besoin impérieux d'offrir une aide sociale et économique aux 250 millions d'habitants qui, d'après les statistiques de la Banque Mondiale, vivent dans une pauvreté extrême²⁰. La crise actuelle pose une nouvelle série de problèmes à ce pays qui souffrait déjà d'inégalités énormes et des ravages causés par la faim et la malnutrition²¹. ■

11 "Inde : la gestion de l'impact de la crise financière mondiale".

12 *Ibid.*

13 Voir Gouvernement de l'Inde. "Mesures gouvernementales supplémentaires pour relancer l'économie." Communiqué de presse, 2 janvier 2009; et "Exonérations supplémentaires annoncées pour l'Impôt Central des Douanes et Services." Communiqué de presse, 24 février 2009.

14 *Ibid.*

15 *Ibid.*

16 Fondation pour la Recherche EPW. *Stimulus Packages Facing Institutional Constraints* [Des séries de programmes de relance confrontées aux restrictions institutionnelles]. *Economic and Political Weekly* 44(04), 24 janvier 2009.

17 *Ibid.*

18 Ghosh, J. *Weak Stimulus* [Stimulation faible]. *Frontline*, 22 janvier 2009.

19 Gouvernement de l'Inde. *Unorganized Manufacturing Sector in India: Input, Output and Value Added* [Secteur manufacturier non structuré de l'Inde : intrants, extrants et valeur ajoutée] *Rapport sur le sondage national par échantillons 526*. Ministère de la Statistique et de Mise en oeuvre de Programmes, 2009.

20 Chen, S. et Ravallion, M. "Le monde en développement est plus pauvre que l'on ne pensait mais sa lutte contre la pauvreté n'en remporte pas moins de succès", in *Document de Travail de Recherche sur les Politiques 4703*. Washington, D.C.: Banque Mondiale.

21 Selon l'IFPRI (Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires) (2008), l'Inde abrite la plus grande population du monde en situation d'insécurité alimentaire, avec plus de 200 millions de personnes souffrant de la faim. Le rapport démontre que la forte croissance économique ne s'est pas traduite par une baisse des niveaux de la faim.

res adoptées sont absolument déficientes, pour deux raisons. En premier lieu, les ressources allouées sont insuffisantes, surtout quand on les compare à celles des autres pays européens (5 milliards d'EUR en Italie contre 60 milliards d'EUR en Allemagne, 38 milliards d'EUR en Espagne, 26 milliards d'EUR en France et 22 milliards d'EUR au Royaume Uni). En second lieu, elles ne renforceront pas le système de production. L'évasion fiscale prend des proportions inquiétantes en Italie : autour de 18 % du PIB, ce qui signifie que plus de 100 milliards de revenus sont perdus chaque année⁸.

Familles : Les mesures les plus importantes sont les rétributions uniques et les chèques pour les familles à bas revenus. Toute augmentation du revenu de la famille est bienvenue pour le foyer qui la reçoit, mais la somme de 40 EUR par mois (la valeur de ce que l'on appelle la « carte sociale ») ne suffit pas à couvrir ses dépenses et ne la protège pas non plus des problèmes actuels et futurs.

Travail : Le Gouvernement propose des aides au crédit et des fonds d'indemnisation pour licenciement pour les entreprises de taille plus importante. Cependant, comme 90 % des firmes italiennes sont des PME, la plus grande partie des entreprises et des travailleurs n'auront pas accès à ce bénéfice. En outre, le secteur qui en tirera le plus d'avantages est l'industrie automobile. Le Gouvernement aurait dû coupler ces transferts à des investissements dans la durabilité environnementale et l'innovation. De plus, il existe d'autres secteurs, comme le vêtement, qui ont besoin d'une aide urgente pour ne pas perdre leur compétitivité.

Bien-être social : Aucune politique de transferts de fonds pour le bien être social n'a été définie ; le gouvernement distribue l'argent sans mettre en place de réseaux de sécurité, de politiques d'emploi actives, d'inclusion sociale, de promotion, de formation professionnelle, etc. Il y aura bientôt des dizaines de chômeurs qui ne bénéficieront d'aucune structure capable de leur assurer les services essentiels nécessaires à une vie décente. En même temps, et pour ne pas avoir à faire face à des problèmes budgétaires, le gouvernement a réduit les fonds spécifiques alloués aux politiques sociales, à l'autonomie, au transport public local et à l'intégration des immigrants.

Économie : Les obligations dénommées Tremonti, émises par le Ministère de l'Économie et des Finances, sont essentiellement des prêts publics que les banques peuvent utiliser pour renforcer leurs états financiers. Leur but est de relancer le système de crédit, surtout pour les PME. Il faudra voir quels en sont les effets.

D'autres mesures : Les plans du Gouvernement pour l'avenir incluent des réductions du budget alloué à la recherche et développement et aux investissements dans l'énergie nucléaire. Les mesures qui sont censées relancer la demande comportent des investissements dans le transport à grande vitesse et dans l'immense pont sur le détroit de Messine, comme l'assouplissement de la législation sur l'environnement et les permis pour l'industrie privée de la construction. Les sujets tels que l'énergie renouvelable, ou la réduction des émissions, ou les centaines de petits projets d'in-

frastructure que le pays nécessite d'urgence n'ont fait l'objet d'aucune attention.

Outre les mesures anticrise, le Gouvernement propose une consultation très réduite à propos du modèle de bien-être social. Le programme inclut des propositions inquiétantes, à savoir une plus grande flexibilité de l'emploi, la mise en place de modèles « *workfare* » (des programmes de travail en échange d'assistance sociale), la vision de l'immigration comme un problème et non comme une ressource, et le manque de reconnaissance du secteur sans but lucratif comme acteur essentiel du système de bien-être social italien, en se référant seulement aux volontaires et en passant sous silence le rôle des milliers d'initiatives sociales existantes.

Les propositions de la Coalition Italienne de Social Watch

Afin d'apporter une réponse différente à la crise et de relancer l'économie du pays du point de vue des plus affectés, la Coalition Italienne de Social Watch propose une série de mesures :

Famille et bien-être social : Les mots-clefs devaient être « lutter contre la pauvreté et redistribuer les ressources ». Une véritable politique de bien-être social qui fasse bénéficier des services publics ceux qui ont réellement besoin d'aide, au lieu de transférer de l'argent directement, constitue l'outil principal pour assurer la redistribution des ressources dans la société. Le Gouvernement, à niveau central et local, doit améliorer les services essentiels, la santé, l'assistance, les crèches, les écoles publiques, l'intégration des immigrants et les politiques de logement, car de telles mesures représentent la véritable lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité, ainsi qu'une politique économique contra-cyclique pour travailler contre les impacts de la crise.

Travail : L'impératif moral de tout gouvernement est d'éviter que les principales conséquences de la crise ne retombent sur les travailleurs. Parmi les mesures prioritaires se trouve la défense des travailleurs les plus démunis du point de vue contractuel par la mise en place d'un plan de sécurité sociale pour les travailleurs précaires, ainsi que des mesures d'incitation pour les entreprises qui décident de garder leurs employés.

Pour façonner une économie différente il faut une aide urgente pour permettre aux secteurs de la recherche publique et privée d'initier des processus innovants. Plus encore, il est essentiel de mettre en place un plan à grande échelle en matière d'énergie renouvelable pour réduire la dépendance à l'égard des hydrocarbures, pour combattre le changement climatique et pour appuyer les secteurs économiques durables et tournés vers le futur.

En réponse à la crise, les propriétaires de comptes bancaires en Italie font de plus en plus incursion dans le monde de la finance éthique. Le client qui soutient la finance éthique s'intéresse à la manière d'utiliser l'argent et au fait que sa banque ne fasse pas faillite. C'est ainsi que beaucoup de banques redoublent aujourd'hui leurs efforts pour améliorer leur image. Le retour à la mission originelle du système bancaire de soutenir l'économie réelle doit être un point de référence constant dans la recherche d'issues de la crise.

Le démantèlement de l'APD

Les directives 2009-2011 du Ministère des Affaires Étrangères de coopération pour le développement établissent des priorités claires⁹. L'Afrique subsaharienne recevra 50 % du financement bilatéral et des pays prioritaires seront identifiés dans toutes les régions. Au cœur de la coopération internationale figureront, dans l'ordre, l'agriculture, l'eau et l'environnement, la santé mondiale, l'éducation et la gouvernance. Les questions relatives aux femmes et aux droits des enfants et des personnes handicapées seront établies de manière transversale.

De tels sujets constituent le cœur du programme pour le développement de l'Italie pour la réunion du G8 de 2009, dont elle est l'hôte¹⁰. En dépit de ces affirmations ambitieuses, la coopération italienne pour le développement se trouve au plus bas niveau de son histoire. Si l'Aide Publique au Développement (APD) a obtenu 0,20 % du PIB en 2008¹¹, selon le budget de 2009 les ressources baisseront de 56 % ; elles passeront de 733 millions d'EUR en 2008 à 322 millions d'EUR en 2009 ; et elles baisseront encore plus dans les deux prochaines années, jusqu'à atteindre 215 millions d'EUR en 2011¹². Les ONG comme les analystes considèrent que les ressources consacrées à l'APD en 2009 pourraient tomber à un niveau aussi bas que 0,09 % du PIB si l'on n'y adjoint pas d'autres ressources¹³, ce qui s'éloigne beaucoup non seulement de l'objectif général des 0,7 % mais aussi de l'engagement européen de 0,51 % que l'Italie devrait atteindre en 2010. Dans la perspective du G8, l'Italie a également essayé de mettre sur le tapis un nouveau concept pour rendre compte de l'aide, qui tente de prendre en considération les contributions effectuées par « le système italien en général » (l'État, les autorités locales, les agents à but non lucratif, les fondations et les entreprises privées), minimisant ainsi l'importance de l'APD afin de cacher la trajectoire déficiente du pays dans l'accomplissement de ses promesses.

Les ONG subiront particulièrement les conséquences de cette tendance, car leurs ressources seront réduites de moitié. De plus, les fonds pour les organisations internationales ont été réduits de 68 %, ce qui met en danger l'accomplissement de la plus grande partie des engagements italiens auprès des Nations Unies. Le danger concerne surtout le financement du Fonds Mondial pour la lutte contre le SIDA, la tuberculose et la malaria, que le Gouvernement a promu lors de la réunion du G8 à Gênes en 2001.

En plus, l'aide limitée apportée par l'Italie est loin d'être efficiente et continue d'être profondément liée à l'achat de biens et de services italiens, comme l'a clairement révélé le récent bilan de l'Aide OCDE-CAD par des groupes paritaires. Les politiques étrangères de l'Italie doivent être sérieusement révisées. Le Gouvernement doit comprendre le rôle fondamental que joue la coopération au développement dans la construction de la renommée d'un pays. ■

9 Ministère des Affaires Étrangères (2008). *La cooperazione italiana allo sviluppo nel triennio 2009-2011*.

10 Voir : <www.g8italia2009.it>.

11 OCDE-CAD, "Aide au développement en 2008 à son plus haut niveau", Paris, 30 mars 2009.

12 *La cooperazione italiana allo sviluppo nel triennio 2009-2011*.

13 Voir : Viciani, I. et de Fraia, L. (éd.). *Aiuto pubblico allo sviluppo italiano nel 2009. Previsione dopo la finanziaria*. ActionAid. 2009 <www.actionaid.it>.

8 Pisani, S. y Polito, C. (éd.). *Analisi dell'evasione fondata sui dati IRAP Anni 1998-2002*. Agenzia delle Entrate. 2006.